

PROVINCE DU BRABANT WALLON  
ARRONDISSEMENT DE NIVELLES

---

*Extrait du registre aux délibérations du Conseil Communal.*

*Séance du 22 octobre 2019*

*Séance Publique*

**Objet :** N° 28 - Service Finances – Redevance pour la location d'emplacements de voitures sur la voie publique.

**Présents :** *Monsieur Jean-Luc MEURICE, Bourgmestre;*

*Madame Ludivine HENRIOULLE, Monsieur Olivier DEBROEK, Madame Bénédicte DELMEZ, Monsieur Humbert DUBOIS, Monsieur Marc-Antoine BOUCHER, Echevins;*

*Madame Marie-Louise HOUART, Présidente du C.P.A.S., Conseillère communale;*

*Madame Nathalie MINSART, Présidente du Conseil communal, Conseillère communale;*

*Monsieur Jean-Paul WAHL, Madame Christine SANSDRAP, Madame Annie DELMEZ, Monsieur Michaël SEGERS, Monsieur Philippe DALCQ, Delphine SAMBREE, Monsieur Christophe CORBISIER, Serge CRUGENAIRE, Monsieur Jean-Noel BINET, Didier JOYEUX, Sébastien BASTAITS, Lloyd REYGAERDTS, Françoise DEBECK, Clément REY, Reine Kwamba DJIYEHOUÉ, Conseillers communaux;*

*Monsieur Jonathan PIRET, Directeur général.*

**Excusés :**

**Le Conseil Communal,**

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1&2, L3131-1 §1-3° et L3132-1 §1 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de redevances communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2020 ;

Vu la circulaire relative à l'établissement des règlements fiscaux y compris ceux relatifs aux taxes additionnelles ;

Vu le règlement général de police approuvé par le Conseil communal dans sa dernière version ;

Vu la nécessité pour la commune de se doter des moyens financiers nécessaires à l'exercice de sa mission de service public ;

Considérant la situation financière de la commune et vu la nécessité de garantir l'équilibre budgétaire ;

Considérant que le stationnement sur la voie publique ou sur des terrains ou propriétés privés accessibles de la voie publique, de voitures et de véhicules quelconques servant à la vente au public de denrées comestibles est et demeure interdite ; qu'il peut être fait exception à cette règle sur les places publiques et dans les rues où la circulation ne serait entravée par le placement des objets susmentionnés ;

Considérant que dans ce cadre, il convient de fixer le taux de la redevance pour la location d'emplacements de voitures sur la voie publique ;

Vu la communication du dossier au Directeur Financier en date 09/09/2019 conformément à l'article L1224-40 §1, 3° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu l'avis de légalité rendu par le Directeur Financier en date du 10/09/2019 duquel il ressort que le projet de délibération n'appelle pas de remarque quant à sa légalité ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité

Article 1. Il est établi une redevance pour la location d'emplacements de voitures sur la voie publique servant à la vente au public de denrées comestibles aux endroits pour lesquelles une dérogation est accordée pour les exercices 2020 à 2025.

Article 2. Le Bourgmestre peut accorder l'autorisation nécessaire à cet effet, sur demande, renouvelable chaque année, mentionnant toutes les indications utiles pour déterminer le montant de la redevance à laquelle l'autorisation est subordonnée.

La redevance annuelle est fixée à 110,00 €/m<sup>2</sup> de surface occupée.

La redevance forfaitaire mensuelle obligatoire pour la location d'emplacements de voiture sur la voie publique pour les commerçants ambulants s'installant occasionnellement sur le territoire de la Ville est fixée à 9,00 €/m<sup>2</sup>.

Lorsque la surface occupée est inférieure à un mètre carré, la redevance est néanmoins calculée sur la base de cette superficie considérée comme minimum.

Article 3. La redevance sera versée dans les trente jours sur production d'une facture.

Article 4. La redevance est due pour l'année entière, à l'exception de la redevance forfaitaire mensuelle, à compter du 1er janvier, quelle que soit la date de l'autorisation. Celle-ci n'est valable qu'à partir du jour du paiement jusqu'au 31 décembre suivant.

Article 5. Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit. Toutefois, en cas de reprise d'un commerce, il ne sera perçu de nouvelle redevance pour l'année en cours.

Article 6. Si, en cours d'année, des modifications sont apportées aux conditions de l'autorisation délivrée, donnant ouverture à une majoration d'impôt, celle-ci se calcule à raison de la différence entre la redevance due suivant les bases nouvelles et le montant de la redevance établi primitivement. Cette majoration est due pour l'année entière quelle que soit la date de la modification.

Article 7. A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, et à défaut de possibilité de recouvrement amiable, le recouvrement sera poursuivi selon la procédure prévue à l'article L1124-40 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10 €. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions civiles compétentes.

Article 8. En cas de réclamation, celle-ci doit être introduite par écrit à l'attention du Collège communal, rue du Château, 13 à 1370 JODOIGNE

Pour être recevable, la réclamation doit être motivée, datée et signée par le réclamant et introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture et mentionner :

- Les noms, qualité, adresse ou siège social du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

En cas de litige, seules les juridictions civiles de l'arrondissement judiciaire de Nivelles sont compétentes. La réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la redevance.

Article 9. Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 10. Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il abroge tout autre règlement antérieur relatif au même objet dès son entrée en vigueur.

Par le Conseil Communal:  
Le Directeur général,  
s/ Jonathan PIRET

Le Bourgmestre,  
s/ Jean-Luc MEURICE

Pour extrait conforme :  
Jodoigne, le 23 octobre 2019

Par Ordonnance :  
Le Directeur général,

Jonathan PIRET



Le Bourgmestre,

Jean-Luc MEURICE

VILLE DE JODOIGNE



DIRECTEUR FINANCIER.

**AVIS MONTANT SUPERIEUR A 22.000,00 € HTVA.**

Dossiers :

Fiscalité communale, redevance pour la location d'emplacements de voitures sur la voie publique.

La redevance proposée est reprise à la nomenclature budgétaire sous l'article 040/366-09.

Aspect financier :

L'historique budgétaire de l'article 040/366-09 est le suivant :

Exercice 2015, droit constaté =	880,00 €.
Exercice 2016, droit constaté =	0,00 €.
Exercice 2017, droit constaté =	880,00 €.
Exercice 2018, droit constaté =	0,00 €.
Exercice 2019, crédit initial =	3.619,00 €.

Le projet de règlement a été soumis à l'avis préalable de l'autorité de tutelle, les éventuelles remarques ont été intégrées au projet précité.

Fait à Jodoigne le 10 septembre 2019.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Jean-Pol Libert', is written over a faint circular stamp.

Jean-Pol LIBERT.  
Directeur Financier.

